



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Vendredi 11 octobre 2024

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
200^e année
10 octobre 2024
n° 35 / 8056^e
pages 1713 à 1768



ÉDITORIAL

1713 La Cour de cassation et le droit international privé, *Maxime Barba*

ACTUALITÉS

- 1716 Virement (fraude au président): obligation de vigilance du banquier
- 1717 Fonction publique (procédure disciplinaire): inconstitutionnalité du régime
- 1718 Laïcité (port de l'abaya à l'école): validation définitive de l'interdiction
- 1721 Exequatur (gestation pour autrui): portée du jugement étranger

POINT DE VUE

1723 Application de l'imprescriptibilité des actions en annulation des titres nationaux de propriété industrielle: perd-on le Nord?, *Matthieu Dhenne*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 1731 **Chronique:** *Disputatio*: pour ou contre la nature contractuelle du recours du donneur d'ordre envers le bénéficiaire d'une garantie autonome?, *Séverine Cabrillac et Jean-Denis Pellier*
- 1735 **Panorama:** Droit du commerce international, *Louis d'Avout, Sylvain Bollée, Étienne Farnoux et Augustin Gridel*
- 1751 **Notes:** La cohabitation de l'enfant avec ses parents: une condition de la responsabilité parentale entre effacement et mutation, note sous *Ass. plén.*, 28 juin 2024, *Louis Perdrix*





- 1759 *étude en placement et mutation, note sous Ass. premi., 20 juin 2024, Louis FERRA*
 Caractérisation du délit de blanchiment d'argent à l'encontre d'un établissement de crédit,
note sous Crim. 19 juin 2024, Jérôme Lasserre Capdeville
- 1764 *Retour sur le point de départ du délai ouvert au fermier pour agir en nullité de la vente
 faite au mépris du droit de préemption, note sous Civ. 3^e, 30 mai 2024, Franck Roussel*

ENTRETIEN

- 1768 **Thibault Douville** – Création du Comité consultatif national d'éthique
 du numérique

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
 10 place des Vosges - CS 90358
 92072 Paris La défense Cedex
 Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
 www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
KETTY DE FALCO
 DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET
 DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNARANT, NICOLAS DESAUX,
 BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MÉRLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUMIER

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

- RÉDACTION

Maëlle HARSOUËT DE KERAVEL (01 40 64 53 79)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
 ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER
 src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC

Etranger : 1109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82006

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Octobre 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Maxime Barba

1713

La Cour de cassation
 et le droit international privé

ACTUALITÉS

1716

DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie
 Virement (fraude au président):
 obligation de vigilance du banquier,
 Com. 2 oct. 2024

Entreprise en difficulté
 Responsabilité du dirigeant:
 application de la loi du 9 décembre 2016,
 Com. 2 oct. 2024

Société et marché financier
 Société (dissolution): réunion des parts sociales
 en une seule main, Com. 2 oct. 2024

1716

DROIT CIVIL

Famille-Personne-Succession
 Assistance éducative (droit d'hébergement):
 placement à l'aide sociale à l'enfance,
 Civ. 1^{re}, 2 oct. 2024

1717

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Procédure pénale
 Géolocalisation (autorisation):
 nécessité d'une motivation précise,
 Crim. 1^{re} oct. 2024

1717

DROIT PUBLIC

Droit administratif
 Fonction publique (procédure disciplinaire):
 inconstitutionnalité du régime,
 Cons. const. 4 oct. 2024

Laïcité (port de l'abaya à l'école): validation
 définitive de l'interdiction, CE 27 sept. 2024

Environnement
 Défense de l'environnement (association):
 périmètre de l'action civile, Crim. 1^{re} oct. 2024

1719

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail
 Accident du travail (suspension du contrat):
 droit aux congés payés, Soc. 2 oct. 2024
 Accident du travail (prestation de travail):
 responsabilité de l'employeur, Soc. 2 oct. 2024
 Clause de non-concurrence (prescription):
 paiement de la contrepartie financière,
 Soc. 2 oct. 2024

1721

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile
 Exequatur (gestion pour autrui):
 teneur de la motivation, Civ. 1^{re}, 2 oct. 2024
 Exequatur (gestion pour autrui): portée
 du jugement étranger, Civ. 1^{re}, 2 oct. 2024
 Arbitrage international (ordre public): refus de
 production de documents, Civ. 1^{re}, 18 sept. 2024

Siege social : Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La defense Cedex
RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098
Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550
Filiiale du groupe Lefebvre-Sarut
La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

Recueil Dalloz - 10 octobre 2024 - n° 35

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

10 octobre 2024 - n° 35 / 8056^e



POINT DE VUE

1723

Application de l'imprescriptibilité des actions en annulation des titres nationaux de propriété industrielle : perd-on le Nord ?
par Matthieu Dhenne



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUES

1725

Preuve illicite et preuve déloyale, premières applications
par Xavier Lagarde

1731

Disputatio : pour ou contre la nature contractuelle du recours du donneur d'ordre envers le bénéficiaire d'une garantie autonome ?
par Séverine Cabrillac et Jean-Denis Pellier

PANORAMA

1735

Droit du commerce international
juillet 2023 - juillet 2024
par Louis d'Avout, Sylvain Bollée, Étienne Famoux et Augustin Gridel

NOTES

1751

La cohabitation de l'enfant avec ses parents : une condition de la responsabilité parentale entre effacement et mutation, note sous Ass. plén., 28 juin 2024
par Louis Perdrix

1759

Caractérisation du délit de blanchiment d'argent à l'encontre d'un établissement de crédit, note sous Crim. 19 juin 2024
par Jérôme Lasserre Capdeville

1764

Retour sur le point de départ du délai ouvert au fermier pour agir en nullité de la vente faite au mépris du droit de préemption, note sous Civ. 3^e, 30 mai 2024
par Franck Roussel



ENTRETIEN

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et IOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

**Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr**



QUESTION D'ACTUALITÉ
**DEVOIR DE VIGILANCE : LES
APPORTS DE LA DIRECTIVE
EUROPÉENNE SUR LE DROIT
FRANÇAIS**

Les Professeurs Thibaut Duchesne
et Antoine Gaudemet font le point

31



www.efl.fr



À LA UNE

Question pratique - Action
en responsabilité du tiers victime
d'un manquement contractuel :
l'horizon s'assombrit

38

Commentaire - Parution
des premiers décrets de la réforme
sur l'exercice en société
des professions libérales

27

Sociétés - Les dividendes issus
de la vente de tous les actifs
immobiliers d'une SCI vont
au nu-propriétaire

4

Entreprise en difficulté - La mise
en liquidation judiciaire n'entraîne
pas la clôture du compte courant
du débiteur

8

Lefebvre Dalloz

 EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE



Sociétés

- 4 - Droit aux dividendes en cas d'usufruit
- 5 - Tierce opposition d'un associé de société civile
- 6 - Annulation de l'achat de parts sociales pour erreur
- 6 - Cession d'un bloc de contrôle détenu en indivision
- 7 - Intervention d'une société absorbante à un procès auquel l'absorbée est partie
- 8 - Preuve d'une cession de parts sociales

Entreprise en difficulté

- 8 - Sort du compte courant du débiteur en liquidation judiciaire
- 9 - Ouverture d'une conciliation et inscription de défaut
- 10 - Insaisissabilité de la résidence principale de l'entrepreneur
- 11 - Modifications statutaires prévues par le plan de sauvegarde

Contrats

- 12 - Clause de non-sollicitation de clientèle
- 13 - Existence d'un dol du franchiseur
- 13 - Prescription de l'action en résolution d'une vente immobilière

Finances de l'entreprise

- 14 - Opposabilité d'une clause attributive de compétence à l'affactureur
- 15 - Place de la signature de la caution dans l'acte de cautionnement

Biens de l'entreprise

- 16 - Bail commercial : caractère d'ordre public des règles de compétence territoriale
- 17 - Retrait de vidéos tournées dans une propriété privée
- 18 - ILC, llat et ICC au 2^e trimestre 2024

Concurrence

- 18 - Clause autorisant Google à suspendre le référencement
- 19 - Recours contre un projet d'équipement commercial

Consommation

- 20 - Responsabilité du prêteur en cas d'annulation d'un crédit lié
- 21 - Information pour les contrats conclus entre professionnels

Compliance

- 22 - Antiblanchiment : utilisation d'une « watchlist »

Et aussi...

- 23 - Prescription d'une action en responsabilité dépendant d'un autre litige
- 24 - Application du règlement UE sur la compétence judiciaire
- 25 - Audience de règlement amiable
- 25 - Monopole des experts-comptables

Commentaire

- 27 - Décrets de la réforme sur l'exercice en société des professions libérales

Question pratique

- 38 - Action en responsabilité du tiers victime d'un manquement contractuel : l'horizon s'assombrit

Veille

- 42 - Veille fiscale et sociale



QUESTION D'ACTUALITÉ



31

DEVOIR DE VIGILANCE : LES APPORTS DE LA DIRECTIVE EUROPÉENNE SUR LE DROIT FRANÇAIS

REVUE LAMY

Droit des Affaires

Renforcer la fiabilité des informations diffusées par les entreprises sur les droits humains par le droit de la consommation

Marie DE PINIEUX

– Accélération des faillites chez les entreprises de taille intermédiaire et les grandes PME

Guillaume CLOUZARD

– Refus d'inscription d'une résolution consultative portant sur les modalités de direction d'une société anonyme

Adrien BÉZERT

– Le franchiseur doit informer le franchisé des procédures collectives en cours

Sandrine TISSEYRE

– Revirement partiel de la jurisprudence Myr'Ho : enfin un rééquilibrage en faveur du débiteur !

Clément FRANÇOIS

– Des alternatives aux poursuites pour les entreprises monégasques et leurs dirigeants ?

Alexandra PASTOR, Stephan PASTOR

207 | MENSUEL
OCTOBRE 2024

Conseil scientifique

Marie-Pierre BLIN-FRANCHOMME :

Maître de conférences HDR Université Toulouse Capitole, chargée de mission développement durable

Jean-Michel de CARMO SILVA :

Professeur de droit, Grenoble École de Management

Emmanuel DAUD :

Avocat associé, Cabinet VIGO

Jack DEMAISON :

Avocat associé, SIMON Associés

Laurence Caroline HENRY :

Professeur - Avocat général en service extraordinaire à la chambre commerciale de la Cour de cassation

Arnaud LECOURT :

Maître de conférences, Université de Pau et des pays de l'Adour

Jacques MESTRE :

Professeur agrégé des Facultés de droit

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de droit, Université Jean Moulin - Lyon 3

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Guillaume Deroubaix

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : Guillaume Deroubaix

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Rédacteur en chef : Brice Lemercier

Ont collaboré à ce numéro :

Annabelle Grosjean, Victoria Mauriès, Héroïse Planckaert, Rolanda Ondo et Mariam El Bardan

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 65,34 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2109-9367

N°ISSN (version imprimée) : 1279-8401

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 0125 T 87146

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Dupliprint

733 rue Saint-Léonard - 53147 Mayenne

Origine du papier : Pologne

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : PEFC

Eutrophisation : Ptot 0.02 kg/tonne

Pour contacter le service client :

N°Cristal 09 69 39 58 58
APPEL NON SURTAXÉ

Courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

Cette revue peut être référencée de la manière suivante : RLDA 2024/205, n° 8003 (année/n° de la revue, n° du commentaire)

Sommaire

ACTUALITÉS

FOCUS P. 3

- Accélération des faillites chez les entreprises de taille intermédiaire et les grandes PME
Guillaume CLOUZARD

LES ESSENTIELS DU MOIS P. 6

SOCIÉTÉS COMMERCIALES P. 16

- Refus d'inscription d'une résolution consultative portant sur les modalités de direction d'une société anonyme
Adrien BÉZERT

CONTRATS P. 21

- Le franchiseur doit informer le franchisé des procédures collectives en cours
Sandrine TISSEYRE

RESPONSABILITÉ P. 26

- Revirement partiel de la jurisprudence Myr'Ho : enfin un rééquilibrage en faveur du débiteur !
Clément FRANÇOIS

PERSPECTIVES

ANALYSE P. 31

- Renforcer la fiabilité des informations diffusées par les entreprises sur les droits humains par le droit de la consommation
Marie DE PINIEUX

BUSINESS ABROAD P. 39

- Des alternatives aux poursuites pour les entreprises monégasques et leurs dirigeants ?
Alexandra PASTOR, Stephan PASTOR

Actualité des procédures collectives, n° 16 du 04 octobre 2024

Sommaire du numéro

Repère



PLAN DE SAUVEGARDE

Refus de renvoi de plusieurs QPC à l'encontre de l'article L. 626-3 du Code de commerce

N° 183 - Par Adrien BEZERT

[Consulter le PDF](#)

Alertes



SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | PLAN DE SAUVEGARDE

Possibilité pour le juge d'autoriser l'assemblée générale des associés à adopter les modifications statutaires prévues dans le projet de plan à la majorité simple

N° 184

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RÉALISATION DE L'ACTIF

Maintien de l'insaisissabilité de droit de la résidence principale après la cessation d'activité de l'entrepreneur individuel

N° 185 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RÉALISATION DE L'ACTIF

Opposabilité de l'insaisissabilité des droits d'un époux sur un bien indivis aux créanciers de l'autre époux ne bénéficiant pas de l'insaisissabilité

N° 186 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | CLÔTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

La dissimulation d'une créance et d'une instance en cours est constitutive d'une fraude autorisant la reprise des poursuites

N° 187

[Consulter le PDF](#)

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | COMPÉTENCE

Expérimentation du tribunal des affaires économiques : publication de l'arrêté relatif au nombre d'assesseurs exploitants agricoles

N° 188

[Consulter le PDF](#)

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | COMPÉTENCE

Incompétence de la juridiction ouvrant la procédure collective pour trancher le litige opposant un affacteur à un créancier d'un débiteur en liquidation

N° 189

[Consulter le PDF](#)

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | PROCÉDURE

Sursis à statuer du juge-commissaire et notion d'instance en cours : exit l'action initiée par le débiteur

N° 190

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT ET RÉTABLISSEMENT PERSONNEL | ÉLIGIBILITÉ

Rappel de l'application immédiate aux instances en cours de la loi du 14 février 2022

N° 191

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT ET RÉTABLISSEMENT PERSONNEL | ÉLIGIBILITÉ

Mauvaise foi du débiteur parti en voyage durant un arrêt maladie

N° 192

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT ET RÉTABLISSEMENT PERSONNEL | DÉCLARATION DE CRÉANCE

Surendettement et sanction de l'omission d'une hypothèque dans la déclaration de créances

N° 193 - Par Delphine BAZIN-BEUST

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT ET RÉTABLISSEMENT PERSONNEL | VÉRIFICATION DES CRÉANCES

Écarter une créance non contestée dans son principe implique d'inviter le créancier à produire des pièces justificatives

N° 194

[Consulter le PDF](#)

Cahiers de droit de l'entreprise, n° 5 du 01 septembre 2024

Sommaire du numéro

Éditorial

RISQUE GÉOPOLITIQUE

Le risque géopolitique : le défi des entreprises du 21e siècle

N° 5 - Par Cecilia PECHMEZE

[Consulter le PDF](#)

Deux mois déjà

DROIT DES AFFAIRES

Entrée en vigueur du règlement européen sur l'intelligence artificielle.

N° 97

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Règlement MiCA : le dépôt auprès de l'AMF des demandes d'agrément comme PSCA est désormais possible.

N° 98

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

La commission d'indemnisation des préjudices économiques liés à l'organisation des JOP 2024 informe les professionnels.

N° 99

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Validité de la clause permettant la suspension unilatérale par un hébergeur informatique du compte d'un client dans le cadre d'un contrat de référencement.

N° 100

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Précisions sur le principe de l'autorité de la chose jugée et office du juge.

N° 101

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

La Commission européenne évalue la mise en oeuvre des règles communautaires

concernant les pratiques anticoncurrentielles.

N° 102

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Reconnaissance mutuelle des mesures d'assainissement bancaire malgré un défaut de publication.

N° 103

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Revirement de jurisprudence : la liquidation judiciaire n'entraîne plus la clôture automatique du compte courant.

N° 104

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL

Modalités de calcul du rapport d'assujettissement à la taxe sur les salaires des JEI percevant des subventions exceptionnelles.

N° 105

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL

Des précisions sur le délit de mise à disposition d'instruments de facilitation de la fraude fiscale.

N° 106

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL

Régime fiscal applicable aux quantités d'électricité d'une installation de stockage stationnaire par batteries électrochimiques au regard de l'accise sur l'électricité.

N° 107

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Le seul manquement à l'obligation de suspension du travail pendant le congé de maternité ouvre droit à réparation.

N° 108

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Exclusion de l'indemnité compensatrice de repos non pris du calcul du salaire de référence pour les indemnités de licenciement.

N° 109

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Prescription de l'action en paiement d'une indemnité forfaitaire pour travail dissimulé.

N° 110

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Attribution gratuite d'actions : fait générateur des cotisations sociales.

N° 111

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Licenciement du salarié dont le contrat de travail est suspendu suite à un accident du

travail.

N° 112

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Irrecevabilité des contestations post-électorales par les syndicats signataires ou présentant des candidats sans réserve.

N° 113

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Élections professionnelles : limitation de la rectification judiciaire en cas d'annulation pour non-respect de la parité.

N° 114

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Entrée en vigueur du règlement européen sur l'intelligence artificielle

N° 115 - Par Olivier DE MATTOS et Olivier DE MATTOS

DROIT DES AFFAIRES

La Commission européenne évalue la mise en oeuvre des règles communautaires concernant les pratiques anticoncurrentielles

N° 116 - Par Olivier DE MATTOS

Table ronde



RESPONSABILITÉ CIVILE DES DIRIGEANTS

La responsabilité civile des dirigeants à l'épreuve des problématiques ESG

N° 5 - Par Jennifer BAERT , Sabine LOCHMANN , Matthieu BROCHIER et Julie KLEIN

[Consulter le PDF](#)

Dossier



INTRODUCTION

Le contrôle des investissements étrangers

N° 32 - Par Eric PAROCHE

[Consulter le PDF](#)

LE CONTRÔLE DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN FRANCE

Préserver l'attractivité de l'économie française tout en protégeant les intérêts stratégiques nationaux - Un pari réussi ?

N° 33 - Par Céline VERNEY et Louis-Nicolas RICARD

[Consulter le PDF](#)

LE CONTRÔLE DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN EUROPE

La généralisation du filtrage des investissements directs étrangers en Europe : principaux enjeux et prochaines perspectives

N° 34 - Par Aline DOUSSIN , Pierre ESTRABAUD et Sarah TAYARA

[Consulter le PDF](#)

ENTRETIEN

Entretien avec Thomas Ernoult, chef du bureau du contrôle des investissements étrangers en France (CIEF), et Camille Brueder, adjointe au Chef de bureau CIEF

N° 35 - Par Thomas ERNOULT , Camille BRUEDER , Eric PAROCHE et Rose ARAGON

[Consulter le PDF](#)

Cahiers pratiques



DIRECTION GÉNÉRALE | NÉGOCIATIONS COMMERCIALES

La date butoir de la formalisation des négociations commerciales

N° 21 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION FINANCIÈRE | CONJOINTS MARIÉS

La solidarité fiscale des conjoints : principe et décharge de responsabilité

N° 22 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION COMMERCIALE | BAIL COMMERCIAL

Résiliation du bail commercial pour non-règlement des loyers postérieurs : vers un renforcement de la protection des locataires en redressement judiciaire ?

N° 23 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | CONTRAT DE TRAVAIL

De la nullité de la rupture conventionnelle du contrat de travail pour vice du consentement de l'employeur

N° 24 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION | DSA

Conformité au DSA : par où commencer ? Identification des principales obligations

N° 25 - Par Julie SCHWARTZ et Sihem HASSANI

[Consulter le PDF](#)

Contrats Concurrence Consommation, n° 10 du 01 octobre 2024

Sommaire du numéro

Repère

LOIS ET RÈGLEMENTS

Une petite pause législative...

N° 9 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

Alertes

FOCUS | AUTORITÉ DE LA CONCURRENCE

Cartel du béton préfabriqué : Droit de la concurrence et Droit pénal, les frères amis ?

N° 37 - Par Camille PAULHAC , Antonin LÉVY et Juliette HUA

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AIDE

La Commission européenne consulte sur le projet de révision des règles en matière d'aides d'État au transport terrestre et multimodal

N° 38

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RÉPRESSION DES FRAUDES

Jeux olympiques et paralympiques 2024 : bilan encourageant des contrôles de la répression des fraudes dans le secteur touristique

N° 39

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MÉDIATION DE L'ASSURANCE

Record historique de saisines de la Médiation de l'Assurance en 2023

N° 40

[Consulter le PDF](#)

Chronique

PRATIQUES COMMERCIALES DÉLOYALES

Actualité du droit des pratiques commerciales déloyales

Commentaires



CONTRATS | OPPOSABILITÉ DU CONTRAT

La chambre commerciale apporte une précision sur l'opposabilité des clauses limitatives de responsabilité au tiers qui invoque un manquement contractuel

N° 144 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE

Réaffirmation de l'exigence d'un préjudice causé par le manquement contractuel

N° 145 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | VENTE

Accident après que l'acheteur de matériaux a trop chargé sa remorque : sur quel fondement le vendeur peut-il voir sa responsabilité engagée ?

N° 146 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | CONCURRENCE DÉLOYALE

La Cour de cassation précise sa méthode pour apprécier le parasitisme économique

N° 147 - Par Marie MALAURIE-VIGNAL

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | DÉLAI DE PAIEMENT

Conditions d'obtention de l'indemnité forfaitaire d'indemnisation des frais de recouvrement

N° 148 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | DÉSÉQUILIBRE SIGNIFICATIF

Absence de caractère déséquilibré d'une clause assurant le respect d'une obligation légale

N° 149 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | CONCURRENCE DÉLOYALE

N'est pas contrefaisante mais peut être sanctionnée sur le terrain du parasitisme et de la concurrence déloyale, la commercialisation de vêtements dont le motif s'inspire des créations et de la démarche artistique d'un auteur

N° 150 - Par Marie MALAURIE-VIGNAL

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | ACTIONS PRIVÉES

Notion d'entreprise et actions privées : quelles conséquences procédurales ?

N° 151 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | ENTENTES ET BREVETS

Affaire du périndopril : la Cour confirme l'analyse de la Commission

N° 152 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | ENTENTES ET ÉCHANGE D'INFORMATION

Un échange autonome d'informations entre concurrents peut être qualifié de restriction « par l'objet »

N° 153 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CONTRAT HORS ÉTABLISSEMENT

Photovoltaïque : un vent glacial souffle sur les organismes de crédit ayant financé l'opération !

N° 154 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CLAUSES ABUSIVES

Détermination des conséquences de la constatation par le JEX du caractère abusif d'une clause de déchéance du terme d'un contrat de prêt

N° 155 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | ENVIRONNEMENT

La nouvelle directive consacrant un droit à la réparation au profit des consommateurs

N° 156 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

Formule



GARANTIE DÉCENNALE

Garantie décennale : la stipulation habilitant un usufruitier, un crédit-preneur ou un preneur à agir sur le fondement de l'article 1792 du Code civil

N° 9 - Par Cyril NOBLOT

[Consulter le PDF](#)

Droit des sociétés, n° 10 du 01 octobre 2024

Sommaire du numéro

Repère

DROIT DES SOCIÉTÉS

La digitalisation du fonctionnement social

N° 9 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

Alertes

FOCUS | RAPPORT DRAGHI

Rapport Draghi sur la compétitivité européenne : vers une remise en cause des réglementations relatives à la RSE ?

N° 132 - Par Laurence VINCENT et Ladislav SKURA

VEILLE | CESSION DE PARTS SOCIALES

Cession de parts sociales et devoir d'information : de quelques rappels de droit commun

N° 133 - Par Clara LAVIELLE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CAPITAL SOCIAL

Exclusion du calcul des parts au capital des OCA non converties émises par les pharmacies

N° 134

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SOCIÉTÉ PAR ACTIONS

L'ordre de mouvement constatant la cession de valeurs mobilières n'est pas soumis à des conditions de forme particulières

N° 135

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SEL

Associés de SEL : nouvelle obligation déclarative en 2025

N° 136

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SOCIÉTÉ D'AVOCATS

Exercice en société de la profession d'avocat : le CNB fait le point sur « ce qui change au 1er septembre 2024 »

N° 137

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ASSOCIÉ

Associé sous curatelle et nullité de la cession de parts sociales

N° 138

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ASSOCIÉ

La qualité d'actionnaire subordonnée à l'inscription comptable

N° 139

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ASSOCIÉS

Ne pas confondre expertise in futurum et expertise de gestion : rappel de la Cour de cassation

N° 140 - Par Marine DESTREGUIL

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ASSOCIÉ

Conditions de recevabilité de la tierce opposition d'un associé contre une décision condamnant la société

N° 141

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FUSION-ABSORPTION

Fusion-absorption en cours d'instance : irrecevabilité de la fin de non-recevoir tirée de la disparition du droit à agir de l'absorbé

N° 142

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BANQUE DE FRANCE

Défaillances d'entreprises en août 2024

N° 143

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Publication au BODACC de la dissolution d'une société avec transmission universelle du patrimoine : nouvelles obligations à partir du 1er octobre 2024

N° 144

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PROCÉDURE COLLECTIVE

Procédure collective : maintien des obligations antérieures du débiteur et distinction entre obligations de faire et de payer

N° 145

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PROCÉDURE COLLECTIVE

Subsistance de la protection de la résidence principale pour l'artisan radié du registre des métiers

N° 146

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Reirement de jurisprudence : la liquidation judiciaire n'entraîne plus la clôture

[automatique du compte courant](#)

N° 147

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PROCÉDURE COLLECTIVE

[Validité de la déclaration des créances transmise au mandataire judiciaire exerçant à l'adresse du siège de la société désignée liquidateur](#)

N° 148

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | URSSAF

[Partenariat entre l'Urssaf et Second Souffle visant à offrir un soutien accru et personnalisé aux entrepreneurs en difficulté](#)

N° 149

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FISCALITÉ

[La « distribution » aux associés de la TVA sur recettes dissimulées](#)

N° 150 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISE LIÉE

[Intérêts versés à une entreprise liée associée](#)

N° 151 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PLUS-VALUES SUR TITRES

[Plus-values sur titres du dirigeant lors du départ à la retraite](#)

N° 152 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AIDES AUX ENTREPRISES

[Recommandations de l'IGF pour une meilleure gestion des aides aux entreprises](#)

N° 153

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PME

[Difficultés des TPE et PME : la Cour des comptes préconise une détection plus rapide et un traitement plus coordonné](#)

N° 154

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | TRIBUNAL JUDICIAIRE DE PARIS

[Le tribunal judiciaire de Paris se dote d'une chambre de la régulation sociale, économique et environnementale](#)

N° 155

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INVESTISSEMENTS DURABLES

[Le premier accord de l'UE sur la facilitation des investissements durables est entré en vigueur](#)

N° 156

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DROITS DE L'HOMME

[Panorama Entreprises et droits humains - ce qui s'est passé à l'international](#)

N° 157 - Par Charlotte MICHON

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | COMPLIANCE

Étude



LOI ATTRACTIVITÉ

Loi du 13 juin 2024 visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France

N° 11 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | ASSOCIÉ

Renoncer à revendiquer la qualité d'associé n'empêche pas de l'acquérir avec l'accord de son conjoint

N° 117 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | DROITS SOCIAUX

L'apport « équilibré » débusqué par l'action paulienne

N° 118 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS CIVILES ET AUTRES GROUPEMENTS | DETTES SOCIALES

Une obligation à la dette des associés de société civile précisée

N° 119 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | TRANSFORMATION DE SOCIÉTÉ

Précisions procédurales à propos de la transformation d'une SARL en SA

N° 120 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COTÉES | LOI ATTRACTIVITÉ

Loi du 13 juin 2024 visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France : dispositions intéressant les sociétés cotées

N° 121 - Par Vincent MALASSIGNÉ

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | DESSAISSEMENT

Droits propres du débiteur

N° 122 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | FAILLITE PERSONNELLE

Démission du dirigeant

N° 123 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | BANQUEROUTE

Banqueroute par détournement d'actifs et date de cessation des paiements

N° 124 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | ABUS DE BIENS SOCIAUX

Abus de biens sociaux, peines d'interdictions professionnelles et principe de légalité des peines

N° 125 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE

Notion de résident étranger, pour l'application d'une convention fiscale internationale

N° 126 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | PETITES OU MOYENNES ENTREPRISES (PME)

Conditions d'application du taux réduit d'impôt sur les sociétés

N° 127 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | DONNÉES PERSONNELLES

Entreprises et protection des données : quand les textes européens s'entrechoquent

N° 128 - Par Fabrice MATTATIA

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 40 du 07 octobre 2024

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

À qui la faute ?

N° 1147 - Par Christophe JAMIN

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | COUR DE CASSATION

Philippe Galanopoulos : maître d'oeuvre de la bibliothèque de la Cour de cassation

N° 1148 - Par Sophie MICHELIN-MAZÉLAN

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | CONCURRENCE

Une décision de la CJUE peut tout changer

N° 1149 - Par Patrice SPINOSI et Capucine FOURNIER

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | UNION EUROPÉENNE

Le législateur européen réforme l'architecture et l'organisation juridictionnelles de l'Union européenne

N° 1150 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | CONTRATS ET OBLIGATIONS

Exercice régulier du droit de préférence en l'absence de résiliation du pacte de préférence conclu 21 ans plus tôt

N° 1151

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | VENTE

Prescription de l'action en garantie des vices cachés : la date de découverte par l'acquéreur est déterminante

N° 1152

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 16 au 22 septembre 2024

N° 1153

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

[Prescription de l'action en responsabilité consécutive à un autre litige](#)

N° 1154 - Par Jean-Pierre KARILA

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

[Droits TV de la Ligue 1 : la Cour de cassation rappelle les règles en matière d'abus de position dominante](#)

N° 1155

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

[Pacte de l'UE sur l'IA : déjà plus de 100 entreprises signataires](#)

N° 1156

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 26 septembre au 2 octobre 2024](#)

N° 1157

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 16 au 22 septembre 2024](#)

N° 1158

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

[Contrôle des clés USB personnelles par l'employeur : un moyen de preuve recevable ?](#)

N° 1159

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

[Nullité du licenciement fondé, même partiellement, sur des messages personnels échangés via un outil professionnel](#)

N° 1160

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

[Toute atteinte à la vie privée du salarié ne justifie pas automatiquement la nullité d'un licenciement](#)

N° 1161

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 16 au 22 septembre 2024](#)

N° 1162

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | DISCRIMINATION

[Interdiction du port de l'abaya à l'école : feu vert définitif du Conseil d'État](#)

N° 1163 - Par Vivien BEAUJARD

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ÉTRANGERS

[Loi « Immigration » : la CNCDH dénonce un « recul sans précédent des droits fondamentaux »](#)

N° 1164

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 26 septembre au 2 octobre 2024

N° 1165

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 16 au 22 septembre 2024

N° 1166

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

Transfusion d'un témoin de Jéhovah contre son gré, l'esquive procédurale

N° 1167 - Par Gérard GONZALEZ

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT D'ACCÈS À UN TRIBUNAL

Prescription des actions pénales et constitution de partie civile

N° 1168 - Par Laure MILANO

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PRINCIPE DE PRIMAUTÉ

Le droit à un recours effectif prime l'autorité de la chose (constitutionnelle) jugée

N° 1169 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | AIDES D'ÉTAT

Apple devrait rembourser plus de 10 milliards d'euros à l'Irlande

N° 1170 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

Refus d'autoriser une personne transgenre à poursuivre son traitement hormonal en prison

N° 1171 - Par Sarah TABANI

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE

Erreur d'évaluation d'un bien immobilier par un notaire : quels combles !

N° 1172 - Par Jean-Christophe BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Partenariat avec la Chambre Nationale des Commissaires de Justice

N° 1173 - Par Adrien BASCOULERGUE

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | SOCIÉTÉS ANONYMES

La protection des administrateurs des sociétés anonymes

N° 1174 - Par Corinne BOISMAIN

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal et procédure pénale

N° 1175 - Par Jacques-Henri ROBERT , Charlotte CLAVERIE-ROUSSET , Stéphane DETRAZ et Jacques LEROY

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | ÉVÈNEMENT

Congrès de l'Union internationale des avocats Paris 2024, session spéciale

N° 1176

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | UNION EUROPÉENNE

Lancement du réseau judiciaire européen de lutte contre la criminalité organisée

N° 1177

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS AUX CONSEILS

Responsabilité civile des avocats aux Conseils : une QPC irrecevable

N° 1178

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Le barreau de Paris va récompenser les avocats qui se forment régulièrement

N° 1179

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Des recommandations pour renforcer le contrôle a posteriori des contrats de collaboration

N° 1180

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Le CNB promeut la place de l'avocat dans la résolution amiable des litiges

N° 1181

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 41 du 10 octobre 2024

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

DROIT EUROPÉEN

3 QUESTIONS - Le Réseau judiciaire européen

N° 754 - Par Sabrina TOSCANI

[Consulter le PDF](#)

JUSTICE

Remise d'un rapport sur l'open data des décisions des tribunaux de commerce

N° 755

[Consulter le PDF](#)

B

Droit des biens

N° 756

[Consulter le PDF](#)

B

Droit international privé

N° 757

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Baromètre de la commande publique (2023 et S1 2024)

N° 758

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Modernisation du régime des FIA... et modification du droit des sociétés

N° 759 - Par Adrien TEHRANI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BAIL RURAL

Conditions de résiliation du bail rural en cas de mise à disposition d'une société ou d'un groupement des biens loués

N° 760

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

« Fraude au président » : responsabilité du banquier en cas d'exécution d'un virement frauduleux

N° 761

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Entente dans le secteur des télécommunications : le Tribunal de l'UE confirme l'amende de plus de 12 m€ infligée à Pharol

N° 762

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Pas de transmission universelle du patrimoine à l'associé unique en cas de dissolution de la société au cours du plan de redressement avec inaliénabilité du fonds

N° 763

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Indivisibilité de la procédure d'admission des créances

N° 764

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Application immédiate de la loi Sapin 2 écartant la responsabilité pour insuffisance d'actif en cas de simple négligence

N° 765

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

L'AEMF dévoile sa feuille de route pour 2025

N° 766

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COMPÉTENCE

Compétence territoriale des conseils de prud'hommes : une règle d'ordre public

N° 767

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Plusieurs précisions sur les délais de prescription applicables à la clause de non-concurrence

N° 768

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

Mauvaise planification et modulation du temps de travail : l'employeur tenu pour responsable

N° 769

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

Conditions d'utilisation de la géolocalisation pour le contrôle de la durée du travail

N° 770

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ INTERNATIONALE

Politiques fiscales : la tendance à la baisse des prélèvements ralentit et pourrait

s'inverser selon l'OCDE

N° 771

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

Le droit d'être entendu et redressement de TGAP

N° 772

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

Articulation entre les régimes des conventions réglementées dans les SA et SAS : supplétivité et/ou impérativité du régime de la SAS ?

N° 1293 - Par Clémence GBENOU

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Droit des sociétés

N° 1294 - Par Florence DEBOISSY , Guillaume WICKER , Karl LAFAURIE , Jean-Christophe PAGNUCCO et Ronan RAFFRAY

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE

La nullité facultative des délibérations résultant de la convocation irrégulière d'un associé à une assemblée générale

N° 1295 - Par Gérard ANOU

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

L'information sur l'obligation de paiement dans un contrat conclu à distance : il n'y a pas lieu de distinguer là où la directive ne distingue pas

N° 1296 - Par Stéphane PRIEUR

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Nouvelle précision sur le régime juridique des clauses recette dans les baux commerciaux

N° 1297 - Par Cécile JOSSE et Pierre LEMAY

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | GÉRANT DE SUCCURSALE

Qualité de gérant de succursale et interposition d'une personne morale : des éclaircissements

N° 1298 - Par Gilles AUZERO

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PLUS-VALUES

Détermination, pour le calcul de la plus-value ou moins-value de cession de droits sociaux par des particuliers, du prix de revient des titres cédés

N° 1299 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

Revue de droit bancaire et financier, n° 5 du 01 septembre 2024

Sommaire du numéro

Repère

BANQUE

Un OVNI juridique en voie de consécration ?

N° 5 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

Alertes

FOCUS | ESMA

De nouveaux pouvoirs pour l'ESMA ?

N° 103 - Par Pauline PAILLER

[Consulter le PDF](#)

RAPPORTS ET AVIS | HCJP

HCJP : rapport sur la réception des organisations autonomes décentralisées (ou « DAO ») en droit français

N° 104

[Consulter le PDF](#)

RAPPORTS ET AVIS | BCE

La BCE publie un premier rapport d'étape sur la phase préparatoire de l'euro numérique

N° 105

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SUPERVISION

Projet de normes techniques de l'EBA sur le risque de marché dans le cadre de sa feuille de route pour la mise en oeuvre du paquet bancaire dans l'UE

N° 106

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MICA

Quelques précisions de l'AMF concernant l'organisation de la transition vers MiCA

N° 107

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SERVICES DE PAIEMENT

Publication d'un rapport conjoint sur la fraude aux paiements

N° 108

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SERVICES FINANCIERS

[Règlement DORA : publication d'une série de normes](#)

N° 109

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MICA

[MiCA : communication de l'ACPR sur les nouvelles exigences prudentielles, statuts et procédures \(EMT et ART\)](#)

N° 110

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SUPERVISION

[Publication par le Comité de Bâle d'un cadre de publication final pour les expositions des banques aux crypto-actifs](#)

N° 111

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CYBERSÉCURITÉ

[Un cadre pour renforcer la coordination en cas de cyberincidents systémiques](#)

N° 112

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SUPERVISION

[Rapport annuel 2023 de l'EBA sur la convergence des pratiques prudentielles](#)

N° 113

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RÈGLEMENT MICA

[MiCA : publications en série de l'EBA](#)

N° 114

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | LAB/FT

[Entrée en vigueur du cadre établissant l'autorité chargée de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme](#)

N° 115

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTABLISSEMENT BANCAIRE

[Actualisation du cadre de publication du Pilier 3 de Bâle 3](#)

N° 116

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉS

[Rapport annuel 2023 du pôle commun Assurance Banque Épargne de l'ACPR et de l'AMF](#)

N° 117

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MARCHÉ FINANCIER

[Services MiF : réponse de l'AFG aux ESAs concernant le cadre prudentiel des entreprises d'investissement](#)

N° 118

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MARCHÉ FINANCIER

[Transparence obligatoire sous MiF II : réponse de l'AFME à l'ESMA](#)

N° 119

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MARCHÉ FINANCIER

[Traductions des lignes directrices de l'ESMA sur les noms des fonds](#)

N° 120

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MARCHÉS FINANCIERS

[Avis de l'ESMA sur les activités des entreprises mondiales de crypto-monnaies en dehors du champ réglementaire de l'Union européenne](#)

N° 121

[Consulter le PDF](#)

EN BREF | BANQUE

[La recommandation 2024-R-02 du 2 juillet 2024 sur le traitement des réclamations](#)

N° 122 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE LÉGISLATIVE | VEILLE LÉGISLATIVE

[Du 16 juin 2024 au 26 août 2024](#)

N° 123

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES PUBLICATIONS | VEILLE DES PUBLICATIONS

[Veille des publications](#)

N° 124

[Consulter le PDF](#)

AGENDA | ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

[Remise des insignes de l'Ordre national du Mérite au professeur Thierry Bonneau - 23 septembre 2024](#)

N° 125

[Consulter le PDF](#)

[Études](#)



LUTTE ANTIBLANCHIMENT

[La réforme européenne LBC/FT 2024](#)

N° 8 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

[Les particularités du droit bancaire monégasque](#)

N° 9 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

[Commentaires](#)



DROIT BANCAIRE | CRÉDIT À LA CONSOMMATION

[Évaluation de la solvabilité de l'emprunteur : date et charge de la preuve](#)

N° 110 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CRÉDIT AFFECTÉ

[La Cour de cassation précise la portée de la responsabilité du prêteur lorsque le](#)

fournisseur est insolvable

N° 111 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | PRÊT EN DEVISES

Crédit immobilier et prêt en devise

N° 112 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CRÉDIT IMMOBILIER

Crédit immobilier et prescription biennale : reconnaissance du droit du créancier par le débiteur

N° 113 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

Cautionnement et qualification de caution avertie

N° 114 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

Cautionnement : mentions manuscrites

N° 115 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | NANTISSEMENT

Nantissement de titre de créance transférable

N° 116 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | RECOUVREMENT DE CRÉANCES

Saisie immobilière et procès-verbal de description

N° 117 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | RECOUVREMENT DE CRÉANCES

Saisie immobilière et déclaration de créance

N° 118 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | RECOUVREMENT DE CRÉANCES

Saisie immobilière et vente amiable sur autorisation de justice

N° 119 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | SAISIE IMMOBILIÈRE

Saisie immobilière et mise à prix

N° 120 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | THÈME

Juge de l'exécution et clause abusive

N° 121 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | PROCÉDURES COLLECTIVES

Portée de la déclaration du débiteur pour le compte du créancier

N° 122 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | PROCÉDURES COLLECTIVES

- Créance née irrégulièrement et droit du créancier à la clôture de la liquidation judiciaire**
N° 123 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND [Consulter le PDF](#)
- DROIT BANCAIRE | PROCÉDURES COLLECTIVES
Domaine de la procédure de revendication
N° 124 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND [Consulter le PDF](#)
- DROIT BANCAIRE | REVENDICATION
Formalisme de la demande en restitution
N° 125 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND [Consulter le PDF](#)
- DROIT BANCAIRE | LIQUIDATION JUDICIAIRE
Date du virement et prononcé de la liquidation judiciaire
N° 126 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND [Consulter le PDF](#)
- DROIT BANCAIRE | REVENDICATION
Revendication dans le cadre d'un contrat de location avec promesse de vente
N° 127 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND [Consulter le PDF](#)
- DROIT BANCAIRE | DÉCLARATION ET VÉRIFICATION DES CRÉANCES
Contestation des créances et compétence juridictionnelle
N° 128 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND [Consulter le PDF](#)
- DROIT BANCAIRE | REVENDICATION
Clause de réserve de propriété et revendication exercée sur le prix de revente du bien
N° 129 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND [Consulter le PDF](#)
- DROIT BANCAIRE | ASSURANCE-EMPRUNTEUR
Étendue de l'obligation de la banque prêteuse d'éclairer l'emprunteur quant à l'assurance en cas de non-adhésion de celui-ci à l'assurance proposée
N° 130 - Par Nicolas LEBLOND [Consulter le PDF](#)
- DROIT BANCAIRE | ASSURANCE-VIE
Le caractère manifestement exagéré des primes ne dépend pas seulement de l'absence de revenus du souscripteur
N° 131 - Par Nicolas LEBLOND [Consulter le PDF](#)
- DROIT FINANCIER | GESTION COLLECTIVE
Une société de gestion de SCPI sanctionnée pour des manquements à ses obligations professionnelles
N° 132 - Par Michel STORCK [Consulter le PDF](#)
- DROIT FINANCIER | SOCIÉTÉ DE GESTION DE PORTEFEUILLE
Obligation d'indépendance des sociétés de gestion de portefeuille
N° 133 - Par Isabelle RIASSETTO [Consulter le PDF](#)
- DROIT FINANCIER | VISITES DOMICILIAIRES
Dans le cadre de visites domiciliaires, les enquêteurs sont-ils tenus préalablement de notifier à la personne entendue son droit de se taire ?

N° 134 - Par Pauline PAILLER

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | FINANCE DURABLE

Révision en vue de l'architecture européenne de finance durable

N° 135 - Par Jean-Marc MOULIN

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | FINANCE DURABLE

Concordance entre la durabilité réelle des produits financiers et le contenu de la documentation en assurant la promotion auprès des investisseurs

N° 136 - Par Jean-Marc MOULIN

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | CRYPTO-ACTIFS

Le règlement MiCA est explicité par des orientations conjointes

N° 137 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

Dossier



DROIT BANCAIRE

Intelligence artificielle et services financiers (Partie 1)

N° 24 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

L'intelligence artificielle au service des intermédiaires financiers

N° 25 - Par Matthieu LUCCHESI

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

Intelligence artificielle et supervision

N° 26 - Par Barbara SOUVERAIN-DEZ et Olivier FLICHE

[Consulter le PDF](#)

MARCHÉ FINANCIER

L'impact de l'intelligence artificielle sur la stabilité des marchés financiers

N° 27 - Par Bruno DEFFAINS

[Consulter le PDF](#)

À la une

Agression sexuelle par surprise, mais sans stratagème

note par Rodolphe MÉSA sous Cass. crim., 11 sept. 2024

Les attouchements sexuels réalisés volontairement sur une personne endormie sont constitutifs du délit d'agression sexuelle, et leur auteur ne peut invoquer une erreur quant à l'absence de consentement de la victime. Le contexte dans lequel cet arrêt est rendu lui donne un intérêt particulier, tant en raison de l'actualité judiciaire que des réflexions contemporaines sur la redéfinition du viol.



© somkanokwan_AdobeStock

Actualité

Justice : droit des mineurs, droit des peines et droit des étrangers au menu du gouvernement Barnier

focus

Doctrine

Sérieux doutes sur la nature « délictuelle » de la responsabilité pour rupture brutale de relations commerciales établies

étude par Jean-François QUIEVY

Jurisprudence

L'action des laboratoires Servier à l'encontre de l'État jugée illégitime par le juge administratif

note par Charles JOSEPH-LOUDIN et Camille LAFON sous CAA Paris, 8^e ch., 4 juill. 2024

Gazette Spécialisée

PROCÉDURE CIVILE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Soraya AMRANI-MEKKI

Agrégée des facultés de droit, directrice de la spécialité Contentieux économique et Arbitrage à l'École de droit de Sciences Po Paris

AVEC LA PARTICIPATION DE

Corinne BLÉRY, Thibault GOJJON-BETHAN, Thomas Habu GROUD, Florence GUERRE, Sophie GUÉNIER-LEFÈVRE, Harold HERMAN, Nicolas HOFFSCHIR, Mehdi KEBIR, Lucie MAYER, Vincent ORIF et Martin PLISSONNIER



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationsclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

• Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Dupliprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

GPL468q4 ■ Justice : droit des mineurs, droit des peines et droit
des étrangers au menu du gouvernement Barnier 3

GPL468q5 ■ La facturation électronique : une menace pour le secret
professionnel des avocats 5

GPL468r3 ■ L'enquête interne en droit social est « un champ d'investigation
considérable »
entretien avec Nathalie ATTIAS et Richard DOUDET 6

Technique

GPL468q3 ■ Retour sur la jurisprudence de la Cour de cassation
en matière de médiation (2023-2024)
par Romain CARAYOL 9

Doctrine

GPL467p2 ■ Sérieux doutes sur la nature « délictuelle » de la responsabilité
pour rupture brutale de relations commerciales établies
étude par Jean-François QUIEVY 11

Jurisprudence

GPL468q7 ■ Agression sexuelle par surprise, mais sans stratagème
note par Rodolphe MÉSA sous Cass. crim., 11 sept. 2024 14

GPL468g6 ■ L'action des laboratoires Servier à l'encontre de l'État jugée
illégitime par le juge administratif
note par Charles JOSEPH-LOUDIN et Camille LAFON
sous CAA Paris, 8^e ch., 4 juill. 2024 18

GPL468l1 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 21

GPL468g5 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 25

GPL468e1 ■ Chronique de jurisprudence de droit du numérique
par Thibault DOUVILLE <https://lext.so/GPL468e1>



Aux marches du Palais

Portrait

GPL468r4 ■ Paule Thines, bâtonnière du barreau de Strasbourg 28

Gazette Spécialisée

PROCÉDURE CIVILE

Sous la responsabilité scientifique de
Soraya AMRANI-MEKKI

29